

Nouvelles de Bruxelles

Publié le 16 avril 2020

Mécanisme européen de stabilité, Sommet européen, stratégie de sortie de crise, Green Deal, alliance européenne pour une relance verte, Margrethe Vestager, relations UE-UK...

L'Union européenne s'entend sur un paquet de 540 Mds d'euros

Les 27 Ministres des Finances se sont accordés sur l'activation du Mécanisme européen de stabilité (240 Mds d'euros), la mobilisation accrue de la Banque européenne d'investissement (200 Mds) et l'instauration d'un mécanisme pour aider les états à financer le chômage partiel (100 Mds).

Quatrième Sommet européen depuis le déclenchement de la pandémie

Les chefs d'Etat ou de gouvernement valideront le plan de 540 Mds d'euros (voir ci-dessus) le 23 avril. Ils se prononceront aussi sur la stratégie de sortie de crise. La création d'un Fonds de relance pour stimuler la reprise économique devra être tranchée, notamment son ampleur et les modalités de son financement.

La Commission européenne présente sa stratégie de sortie de crise

Alors que plusieurs Etats ont déjà annoncé un calendrier de sortie de crise, la Commission souhaite une plus grande coordination entre les pays. Le 15 avril, la Commission a préconisé une levée ciblée du confinement, des tests pour les personnes à risques et une remise en route progressive des activités économiques.

Le Green Deal, feuille de route de la relance économique européenne

La France, comme l'Allemagne, l'Italie, l'Espagne, le Portugal, les Pays-Bas, le Danemark, la Grèce, l'Autriche, la Finlande, la Lettonie, le Luxembourg et la Suède, a signé l'appel à faire du Green Deal « la feuille de route face à la crise économique ». Cette lettre met en garde contre la « tentation des solutions à court terme qui enfermeraient l'Europe dans la dépendance aux énergies fossiles pour les prochaines décennies ».

180 personnalités européennes lancent une « alliance européenne pour une relance verte »

À l'initiative de l'eurodéputé Pascal Canfin, cet « appel à mobilisation » rassemble une dizaine de ministres, parmi lesquels Elisabeth Borne, Brune Poirson et Emmanuelle Wargon. Parmi les autres signataires, on compte 79 eurodéputés, 37 chefs d'entreprise, une trentaine d'associations d'entreprises, 10 fédérations syndicales et plusieurs ONG. Selon les signataires, « le Covid-19 ne va pas chasser la crise climatique. Ces deux batailles, ne les opposons pas, mais gagnons-les ensemble ».

Margrethe Vestager encourage les États à prendre des parts dans les entreprises stratégiques

Pour la vice-présidente exécutive chargée de la Concurrence, « il existe un risque réel que les entreprises vulnérables soient l'objet d'une prise de contrôle », notamment chinoise. La Commission travaille à l'élaboration de nouvelles règles ayant un effet dissuasif. Ces changements législatifs viseraient les sociétés détenues ou soutenues par des gouvernements de pays tiers. La Commission presse aussi pour accélérer la mise en œuvre de mécanismes de filtrage des investissements étrangers.

Relations UE-UK : malgré la pandémie, les négociations se poursuivent

Les deux négociateurs Michel Barnier et David Frost ont repris les discussions le 15 avril. Trois cycles de négociations complets auraient dû être achevés à ce jour, mais un seul a pu être conduit.